

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

N.V BISCUITS DELACRE SA

116 rue Bellevue
59850 NIEPPE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\DELACRE INDUSTRIES (Ex United Biscuits)_Nieppe_070.01591\2_Inspections\2022_10_20_Dep_CI EAU\A signer\RAPVI COMPLET_070.01591.odt
Code AIOT : 0007001591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement N.V BISCUITS DELACRE SA implanté 116 rue Bellevue 59850 NIEPPE. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle au titre de l'année 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle porte sur le dépassement du contrôle inopiné eau réalisé le 29 et le 30 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- N.V BISCUITS DELACRE SA
- 116 rue Bellevue 59850 NIEPPE
- Code AIOT : 0007001591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé en biscuits pâtisseries sucrés à travers deux types de fabrication, soit le monoproduit, soit les assortiments. Cette usine comporte des stockages de farine, de sucre, de matières grasses végétales, d'œufs et de chocolat. Elle est composée de 5 lignes fours, 1 ligne pour faire les biscuits sandwichés, 2 lignes enrobage chocolaté, 3 lignes dédiées au mono-produit, 2 lignes

manuelles et 1 ligne automatique pour les assortiments.

Le site emploie environ 280 salariés à temps plein et peut produire de l'ordre de 10 000 t/an. En haute saison, de fin juin à mi-décembre, près de 150 intérimaires viennent compléter les équipes. En fonction du type de produits fabriqués, la production du site peut atteindre jusqu'à 45 tonnes par jour.

Cette production est destinée pour 85 % à l'Europe, le solde est expédié au Canada et aux USA.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dépassement contrôle inopiné eau de 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 24/06/1999, article /	/	Sans objet
2	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 4.2	/	Sans objet
3	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 9.2	/	Sans objet
4	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 9.3	/	Sans objet
5	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 5.1	/	Sans objet
6	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 6.3	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/11/2021, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est conscient des dépassements sur son site, notamment en DBO5 (de l'ordre de 16%) et a engagé des travaux d'amélioration de sa STEP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 24/06/1999, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Date du CI EAU de l'année n : Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n : Conditions de fonctionnement du site :
Constats :

Date du CI EAU de l'année N : 29/06/2022 au 30/06/2022

Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année N : DBO5, DCO et matières grasses (MEH).

Conditions de fonctionnement du site :

L'exploitant précise que les productions du mois de juin ont été très difficiles, en raison de problèmes techniques diverses sur les lignes de production, les périodes de forte chaleur ainsi que des difficultés d'approvisionnement en matières premières et d'emballages.

Lors du contrôle inopiné du 29 juin au 30 juin 2022, plusieurs dysfonctionnement ont eu lieu sur le site :

- Incident sur la fabrication des pâtes cigarette russes, entraînant une vidange de la pâte.
- un changement de production sur la ligne Kinder, entraînant un nettoyage complet de la ligne process Kinder.
- un taux de déchets très importants sur la production Smurf

L'inspection note que ces dysfonctionnement entraînent un apport important de matières organiques vers la station de traitement de l'usine qui ne semble pas les traiter de manière efficace. Pour rappel, l'exploitant dispose d'une station de traitement chimique. Aussi, l'inspection s'interroge sur l'efficacité du traitement de la station : dimensionnement correcte ? traitement chimique adapté ?

L'exploitant précise que des actions d'amélioration ont été mises en place avant le contrôle inopiné :

- remplacement du réseau de rejet, de la station de relevage au point de rejet avant réseau urbain afin de réduire l'H2S dans le réseau
- Rénovation des caniveaux et sol de la zone pétrin Kinder pour réduire la charge entrée step
- maintenance préventive réalisé en semaine 20 avec le curage complet des réseaux de rejets eaux brutes et du poste de relevage.

D'autres actions d'amélioration pour l'année 2023 sont envisagées. L'exploitant a communiqué un courrier d'engagement en date du 25/10/2022 en ce sens au préfet.

Il prévoit :

- Recyclage en automatique des eaux traitée : délai : décembre 2023
- Régulation du débit de la pompe d'alimentation : délai : juin 2023
- Instrumentation complémentaire : délai : août 2023
- Etude d'un capteur DCO en sortie rejet : délai : décembre 2023
- Rétrofit de leur armoire électronique : délai : janvier 2024

L'exploitant va prendre contact avec l'Agence de l'Eau Artois Picardie si des aides peuvent être octroyées pour l'amélioration de leur process de traitement.

L'inspection demande de transmettre en parallèle une étude technico-économique sur l'efficacité de traitement de la station de traitement, à évaluer si un traitement complémentaire doit être rajouté pour traiter les matières organiques sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 25/10/2022, deux plans des réseaux : - un plan correspondant au réseau d'eau potable en date du 13/09/2021 - un plan correspondant au réseau d'eaux usées en date du 20/10/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.
Constats : L'établissement dispose d'un seul point de contrôle en sortie de la station de traitement. Le rapport de l'organisme de contrôle mandaté par la DREAL ne mentionne aucun non-conformité vis-à-vis de l'accès ou concernant les matériels au point de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement des points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation du rejet des effluents industriels doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants : <ul style="list-style-type: none">• Un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4 °C.• Un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,• un pH-mètre en continu avec enregistrement.
Constats : Le point de rejet en sortie de la station de traitement est équipé d'un préleveur automatique réfrigéré avec une mesure en continu du pH, température et débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées. En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.
Constats : Le réseau d'assainissement est en système séparatif sur le site avec un réseau distinct pour les eaux usées domestiques, les eaux industrielles et les eaux pluviales. Le réseau d'eaux industrielles est curé à minima 2 fois par an. L'exploitant a transmis le rapports mensuels de Véolia de décembre 2021, d'avril 2022 et de juillet 2022 qui mentionnent les nettoyages de certains tronçon du réseau d'eaux industrielles. Des photos sont également présentes dans ces rapports. Un système de déconnexion est mis en place de type ballon obturateur avec commande manuelle et à distance (centralisé) avec l'accueil pour isoler les eaux usées ou les eaux pluviales en cas de pollution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et suivi des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).</p> <p>Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Pour s'assurer du bon fonctionnement des installations, les tâches suivantes sont réalisées d'après le rapport mensuel de Véolia :</p> <p>Tâches journalières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relevés des paramètres du fonctionnement de la station. (Relevés de compteurs, réactifs) - Analyse de la DCO / DBO5/ MES au laboratoire EUROFINs. - Micro méthode <p>Nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grille d'aspiration et la tuyauterie de la pompe de pressurisation - Canal de rejet - Sonde pH neutralisation et celle du rejet - Général de la station d'épuration - Gestion des réactifs pour le traitement. - Gestion des niveaux de sel des adoucisseurs. - Tenue du cahier de bord. - Mesure de Th (dureté) au niveau des adoucisseurs d'eau. - Suivi H2S Step. <p>Tâches hebdomadaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étalonnage de la sonde pH du bac de neutralisation et de sortie. - Vérification métrologique du débitmètre de sortie <p>Tâches mensuelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation du bilan de fonctionnement. - Vérification des niveaux d'huile des motoréducteurs. - Graissage des roulements du racleur à graisse. - Évacuation de graisses du mois
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2021, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DES REJETS</p> <p>10.1. Autosurveillance</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance du rejet des effluents industriels. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :</p> <p>10.4. Transmission des résultats d'autosurveillance</p> <p>Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposés aux articles 10.1 et 10.2 ci avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées (et au service chargé de la police des eaux en cas de rejet au milieu naturel).</p> <p>Les résultats doivent être accompagnés en tant que besoin de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Constats : Les données d'autosurveillance sont bien transmises de façon régulières sur GIDAF. La restitution des données sur GIDAF permet de vérifier le respect des fréquences d'analyse. Pour tous les paramètres, la fréquence d'analyse est respecté à minima à 84% sur les données de novembre 2021 à octobre 2022. Cet écart est du à un remplissage irrégulier de GIDAF au mois de mai 2022 : pas de données le samedi et dimanche et quelques jours de la semaine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Valeurs limite d'emissions</p> <p>Constats : Les données d'autosurveillance transmise sur GIDAF présentent des non-conformités sur la concentration en DBO5. La non- conformité en concentration est de l'ordre de 28% et de 9% en flux sur la période de novembre 2021 à octobre 2022.</p> <p>Pour les autres paramètres, la conformité est de 97%.</p> <p>Il est attendu par l'inspection, une amélioration de la concentration en DB05 pour l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet